ALLOCUTION DE

SON EXCELLENCE MAITRE MADICKE NIANG MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

A LA 4^{èME} CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LES PAYS LES MOINS AVANCES (PMA)

ISTANBUL (TURQUIE)

DU 09 AU 13 MAI 2011

DEBAT GENERAL

Excellence, Monsieur le Président de la République de Turquie,

Excellences, Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Excellences, Mesdames, Messieurs les Ministres et Chefs de délégation,

Excellence, Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,

Excellence, Monsieur le Secrétaire Général de la 4^{ème} Conférence des Nations Unies sur les PMA,

Excellences, Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs et Représentants du Corps diplomatique,

Mesdames, Messieurs les délégués,

Mesdames, Messieurs,

Je tiens, avant tout, à vous transmettre les vifs regrets de **Son Excellence Maître Abdoulaye Wade**, Président de la République du Sénégal, qui, pour des raisons de contraintes dirimantes de calendrier, n'a pas pu personnellement prendre part à cet important rendez-vous de la Communauté internationale.

Il m'a chargé de vous transmettre l'expression de tout son soutien au processus d'Istanbul, ainsi que ses vœux de plein succès à nos travaux.

Je voudrais, ensuite, au nom du Gouvernement du Sénégal, adresser mes sincères remerciements au Gouvernement de la République de Turquie, pour les dispositions qu'il a prises, en vue d'assurer un bon déroulement de cette Conférence. Je remercie, tout particulièrement, les Autorités turques pour les bienveillantes marques d'attention dont moi-même et la délégation qui m'accompagne avons été l'objet de notre arrivée.

Enfin, qu'il me soit permis de remercier et de féliciter, chaleureusement, le Secrétaire Général de la Conférence, Monsieur Cheikh Sidi Diarra, ainsi que tous les membres de son équipe, pour l'excellente organisation de cette rencontre.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

C'est donc la 4^{ème} fois que, sous les auspices des Nations Unies, la Communauté internationale se réunit pour adopter un programme d'action pour faire reculer la pauvreté dans les pays les plus vulnérables de la planète.

D'emblée, il convient de reconnaître que, depuis 1971, la mise en œuvre de trois programmes décennaux n'a pas produit les résultats escomptés et le Groupe des PMA qui comptait 25 Etats à cette date en totalise, à présent, 48, dont 33 en Afrique.

Ainsi, si tout le monde s'accorde sur les ambitions légitimes et la pertinence du 3^{ème} Plan d'Action adopté en 2001 à Bruxelles, la réalité des faits nous pousse aujourd'hui à une lecture moins enthousiaste.

En vérité, en dépit de signes encourageants, les progrès restent lents et des difficultés continuent encore de peser sur le devenir des PMA, faute de mobilisation d'un appui international conséquent.

Les crises humanitaires persistent, la pauvreté et les pandémies se propagent, notamment le VIH/SIDA. Les promesses d'accroissement de l'Aide n'ont pas été tenues. Le fardeau de la dette reste insupportable, l'investissement direct étranger diminue, l'accès aux marchés du Nord est obstrué par d'innombrables barrières tarifaires et non tarifaires.

A ces problématiques, s'ajoute une conjoncture difficile pour tous les pays avec la crise économique, financière et alimentaire qui s'est emparée du Monde, accentuant, du coup, la situation déjà difficile des PMA.

Pour surmonter tous ces défis, il nous faut, comme nous y invite le Président Abdoulaye WADE, oser mettre le doigt là où se trouve le mal pour espérer le soigner.

En Homme de vision et de sagesse, il lançait cet avertissement, à l'occasion du Séminaire de Haut niveau, tenu au siège des Nations Unies, à New-York, le 03 mars dernier, sur le thème « s'attaquer à la vulnérabilité des PMA une priorité pour le Programme d'Action de la Conférence d'Istanbul, je cite :

« Si nous voulons que la Conférence d'Istanbul sur les PMA n'allonge pas la liste des rendez-vous internationaux manqués, il convient de s'attaquer au Mal qui gangrène cette catégorie de pays.

Ce mal se situe aujourd'hui dans la flambée sans précédent des prix des produits pétroliers et des denrées alimentaires, la dégradation continue de l'environnement, les transactions spéculatives au détriment de l'investissement dans l'économie réelle et les nombreuses entraves au Commerce international, notamment les subventions abusives à l'Agriculture pratiquées par les pays développés». Fin de citation.

A l'évidence, les PMA, auront du mal à prendre leur envol économique, si on ne lève pas ces innombrables contraintes auxquelles s'ajoutent la famine et le chômage qui sont en hausse, la crise énergétique, avec ses dégâts collatéraux comme les variations intempestives et incontrôlées du prix du pétrole.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Si la Communauté internationale veut vraiment aider les PMA à passer avec succès la graduation, ce sera, comme le souligne le Secrétaire Général des Nations Unies, dans le respect des promesses et dans les efforts de financement.

C'est le lieu de saluer les efforts louables consentis par les partenaires au développement, y compris les pays émergents, et de reconnaître, en même temps, les efforts bénéfiques de la coopération sud/sud qui est directe, ciblée et sans conditionnalités asphyxiantes.

Ce besoin de soutien international n'enlève en rien, cependant, la responsabilité première qui incombe à chaque Etat de mettre en œuvre son propre programme de développement. C'est d'ailleurs cette conviction qui sous-tend toute la philosophie du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) qui vise à formuler des réponses endogènes à la problématique du développement du Continent.

Aussi, est-il heureux de constater que plusieurs pays africains ont entrepris des reformes hardies sous le signe de la transition démocratique et de la bonne gouvernance économique et politique, et qu'ils ont accompli, également, des avancées considérables dans le domaine des Droits de l'Homme et de l'Etat de droit.

Pour autant, ces acquis ne doivent pas nous divertir d'une autre œuvre essentielle, dans laquelle mon pays est totalement engagé, à savoir la poursuite du travail pour l'élimination totale des conflits, pré-requis pour s'engager de manière pérenne dans la voie du Développement.

L'on se rend compte, en effet, de plus en plus, que les menaces les plus sérieuses sont liées au pouvoir, notamment son acquisition, sa gestion, sa transmission mais aussi à la répartition des richesses. Les gouvernances politique et économique restent donc des éléments importants dans la prévention des conflits.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Il me plait de souligner qu'au Sénégal, la mise en œuvre du Plan d'action de Bruxelles s'est caractérisée par la mise en œuvre de reformes destinées à accompagner le processus de développement, notamment, à travers :

- ❖ la promotion de la bonne gouvernance et l'approfondissement de la décentralisation ;
- ❖ le renforcement de la libéralisation du Commerce et la consolidation du secteur privé, avec notamment la révision du Code des investissements et l'adoption d'un cadre législatif propice aux partenariats public-privé ;

❖ la réforme de la gestion des finances publiques, notamment par l'adoption d'un Code des marchés publics.

Mon pays espère vivement que cette rencontre d'Istanbul débouchera sur l'adoption d'un document consensuel et prospectif, dessinant les contours d'un partenariat renouvelé, renforcé et inclusif qui permettra de réduire la vulnérabilité des PMA et favorisera leur retrait de cette catégorie.

A cet égard, il me plait de mettre en exergue les initiatives du Sénégal pour la période 2011-2015, basée, notamment, sur une **Stratégie Nationale de Développement Economique et Social,** adoptée en vue de créer les conditions pour l'atteinte de tous les Objectifs du Millénaire pour le Développement à l'horizon 2015, et poser les jalons d'une véritable émergence économique.

L'approche «Bottom-Up» (Secteurs/développement local vers un cadre national), caractérise cette démarche innovante, qui s'appuie sur des principes gravitant autour de la participation et du consensus sur de grandes orientations, l'appropriation, l'intégration de la dimension genre, l'approche basée sur les droits humains avec une protection de toutes les catégories de population, la protection de l'Environnement, la gestion axée sur les résultats et le renforcement des capacités.

C'est dire qu'en dépit de contraintes majeures, le Sénégal maintient une détermination à toute épreuve pour sortir des labyrinthes du sous-développement.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Tout en me félicitant du bel élan de solidarité internationale qui se dessine, ici, à Istanbul, et que mon pays soutient fortement, je voudrais formuler les suggestions, ci-après, au titre des actions prioritaires à engager dans le cadre du nouvel agenda que nous adapterons à la fin de nos travaux :

- 1. renforcer la résilience des PMA face aux chocs extérieurs;
- 2. garantir une sécurité alimentaire effective des PMA à travers une définition expresse par la Communauté internationale de critères de sensibilité de produits agricoles des PMA qui doivent être extraits du champ de la libéralisation.

A cet égard, je voudrais faire noter les propositions pertinentes et novatrices contenues dans la Déclaration finale du **2**ème **Forum du Dakar Agricole**, qui s'est tenu en avril dernier, à l'initiative du Président WADE, propositions dont la mise en œuvre permettra d'accomplir des progrès décisifs vers la réalisation de l'objectif, précité, de renforcement de la sécurité alimentaire ;

- 3. améliorer l'accès aux technologies par le binôme investissement-transfert de technologie qui doit être le pilier central du partenariat entre le Nord et le Sud;
- 4. intégrer la protection de l'Environnement en tant que principe transversal et outil d'évaluation de tous les programmes de développement;

- **5.** améliorer les capacités d'offre commerciale des PMA pour en faire de vrais acteurs du Commerce international ;
- 6. mettre en place un Fonds mondial pour les PMA, destiné au financement de leurs activités de développement;
- 7. enfin, prendre en compte la dimension genre dans toutes les stratégies et les programmes de développement.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

En ce moment, les feux de l'actualité sont braqués vers cette Conférence et plus de **800 millions de personnes**, les plus démunies de la planète, nous regardent et nous écoutent, en espérant que, de nos assises, résulteront des solutions novatrices et durables pour soulager leur souffrance et leur misère.

Nous restons convaincus que les PMA doivent assumer un rôle de leadership dans la conception, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des programmes nécessaires à leur décollage économique.

Toutefois, dans cet exercice, l'appui des pays riches et le respect des engagements contenus dans les différents cadres de partenariat existants seront essentiels pour lever les obstacles têtus qui ralentissent le développement des PMA.

C'est alors, et alors seulement que la terre cessera d'être cette « vallée des larmes » dont parle **Georges Sand**, pour le bonheur et l'épanouissement de l'Homme, de tous les hommes...

Je vous remercie de votre aimable attention.